

## Réaction à l'article ["Choosing Not to Look Away: Confronting Colonialism in Canada"](#)

### Où est le Québec ?

Comme presque toujours quand la gauche anticapitaliste canadienne anglaise traite de la question nationale aborigène, elle ignore totalement la question nationale québécoise alors qu'il s'agit bien de traiter les rapports entre nations au sein du Canada. On a l'impression que la contradiction stratégique canadienne soit celle entre peuples aborigènes et l'ensemble des autres peuples. Pourtant une analyse de la formation de l'État canadien démontre que, stratégiquement parlant, la question de la lutte pour l'indépendance du Québec en est, d'un point de vu anticapitaliste, le maillon faible (voir mon essai, [Perspective québécoise : nation et impérialisme néolibéral](#), ESSF, 12/09/04).

À lire cet article, on a plutôt l'impression que le Canada est assimilé à l'Afrique du Sud, ce qui est vrai à bien des égards — les réserves ont servi de modèles pour les ex-bantoustans — mais fondamentalement faux en ce que ce dernier pays était une « colonie pure » combinant, pour employer les termes de cet article, l'exploitation du travail des peuples conquis et l'accaparement des leurs terres pour l'établissement des envahisseurs.

Le non-dit de cette comparaison réside en l'identification des anglophones blancs sud-africains, soi-disant plutôt libéraux, avec le peuple canadien-anglais et des Afrikaners, carrément racistes, avec le peuple québécois. Malheureusement, ce préjugé est aussi fort répandu chez plusieurs militants aborigènes dont la langue première ou seconde est l'anglais, et qui connaissent pas ou peu le français, y compris au Québec, ce qui s'explique à la fois historiquement mais aussi par la politique d'assimilation du Indian Act, entre autre pour les Algonquins et Mohawks vivant au Québec.

Quand j'ai intensivement milité avec les Algonquins du Lac Barrière (Rapid Lake) il y a une vingtaine d'années j'ai eu à faire face à ce paradoxe d'un groupe que le fédéral tentait d'assimiler en anglais vivant au milieu d'une population francophone et en plus encadré par des conseillers anglophones, s'étant débarrassé des conseillers francophones, dont certains me considéraient comme un Afrikaner.

On voit l'implication stratégique caché et honteuse de cet imbroglio : l'unité des peuples dit « progressistes » contre la lutte pour l'indépendance du peuple réputé « raciste ». Plusieurs courants progressistes canadiens anglais, par ailleurs acquis au maintien de l'unité de l'État canadien, en voient la nécessité d'une transformation de la politique fédérale pour laquelle les Libéraux fédéraux étaient ouverts (entente avortée de Kelowna) dans le cadre de leur politique dominante anti-Québec mais pas du tout les Conservateurs pour qui leur politique envers le Québec est secondaire... et plus porté sur le bâton que la carotte d'où l'impopularité de ce parti au Québec.

On peut certes reprocher à la gauche québécoise d'être sur la défensive contre cette sourde alliance, en particulier vis-à-vis la question de l'intégrité territoriale de la province fédérale du Québec. C'est là cependant la réaction d'un nationalisme faible à un nationalisme fort. Mais la perception d'une telle alliance repose sur la réalité. La gauche canadienne anglaise me paraît peu sensible, peut-être par naïveté « wanabe » mais peut-être aussi par minimisation de l'oppression nationale québécoise jugée relativement douce dans ses conséquences économiques alors que l'oppression nationale est essentiellement de nature politique. La constitution rapatriée de 1982 et ses suites ignore complètement le Québec pour qui on ne reconnaît ni droit inhérent ni statut distinct.

La relation du peuple québécois aux peuples aborigènes trouve ses racines dans la politique commerciale du trafic des fourrures de la Nouvelle-France. Celle-ci, en comparaison de la Nouvelle-Angleterre, n'était que marginalement « *a settler colony* » mais considérait les très nombreux peuples autochtones de ce vaste territoire comme des partenaires commerciaux même si c'était dans le cadre d'un échange inégal. D'où, par exemple, la grande paix de 1701 avec les

Iroquois (Haudenosaunee). D'où aujourd'hui la Convention de la Baie James et la « Paix des braves » certes des traités inégaux obtenus suite à de rudes batailles mais qui ne se comparent pas aux traités à numéro de l'Ontario et des Prairies, d'où aussi la reconnaissance de statut de nation aux peuples aborigènes en 1985 par le gouvernement du PQ si formelle soit cette reconnaissance.

Plutôt une stratégie d'unité du prolétariat canadien avec les nations et nationalités opprimées centrée sur le point faible de la domination de la bourgeoisie canadienne, soit l'aspiration du peuple québécois à l'indépendance. L'envahissement du Québec par l'armée canadienne en octobre 1970, mais aussi par l'intermédiaire de la crise d'Oka durant l'été 1990 suite à la provocation du gouvernement fédéraliste du Québec, tout comme l'envahissement pacifique (et illégal eu égard à la loi électorale du Québec) du "love-in" lors du référendum de 1995 démontrent plus qu'il ne le faut que la lutte pour l'indépendance est le maillon faible à rompre pour aboutir à des nouvelles entités territoriales anticapitalistes harmonisant les rapports nationaux.

**Marc Bonhomme, 1<sup>er</sup> février 2013**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)